TAMA Clarisse. — *Être enseignant au Bénin. Les mutations d'un groupe professionnel*

Pauline Jarroux

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesafriaines/36007>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.36007

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 29 novembre 2021

Pagination : 938-943

ISBN : 9782713228797

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Pauline Jarroux, « TAMA Clarisse. — *Être enseignant au Bénin. Les mutations d'un groupe professionnel* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 244 | 2021, mis en ligne le 29 novembre 2021, consulté le 01 décembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/36007> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.36007>

Ce document a été généré automatiquement le 1 décembre 2021.

© Cahiers d'Études africaines

TAMA Clarisse. — *Être enseignant au Bénin. Les mutations d'un groupe professionnel*

Pauline Jarroux

RÉFÉRENCE

TAMA Clarisse. — *Être enseignant au Bénin. Les mutations d'un groupe professionnel*. Cologne, Rüdiger Köppe Verlag, 2014, 321 p., bibl., ill.

- 1 Malgré leur importance numérique, les enseignants ouest-africains ont fait l'objet de peu de travaux qualitatifs. Jusqu'à peu, on en savait presque plus sur les « mangeurs de craies »¹ de l'ancienne Afrique occidentale française que sur ceux qui tiennent les milliers de classes de primaire de l'ouest du continent aujourd'hui. Quelques travaux de sciences sociales ont été récemment menés sur la question², dont l'ouvrage — issu de sa thèse — de Clarisse Tama, enseignante-chercheuse à l'Université de Parakou (Bénin), intitulé *Être enseignant au Bénin. Les mutations d'un groupe professionnel*. Cette publication est d'autant plus nécessaire qu'une grande partie de la littérature autour de la « question enseignante » en Afrique est aujourd'hui produite par des experts d'organisations internationales ou d'institutions d'aide au développement — ou influencée par leurs questionnements — dans un contexte où « l'accès à une éducation de qualité » constitue l'un des 17 Objectifs du développement durable (ODD) des Nations Unies.
- 2 Inscrit dans une démarche de sociologie des groupes professionnels et des organisations, l'ouvrage de Clarisse Tama montre comment le métier et le corps enseignant sont façonnés, depuis l'époque coloniale, par des politiques et des dispositifs administratifs spécifiques. Il analyse comment ces acteurs ont, en retour, par leurs stratégies professionnelles, participé au remodelage de leur groupe et par là, à celui du fonctionnement de l'institution scolaire.

- 3 En ce sens, au-delà de la seule question scolaire, l'ouvrage s'inscrit plus largement dans le mouvement de renouvellement des travaux sur l'État en Afrique (d'ailleurs, la thèse a partie liée avec le programme de recherche « States at Work », coordonné entre 2006 et 2013 par Thomas Bierschenk et Mahaman Tidjani Alou) : à travers l'analyse de ce groupe professionnel, il s'agit aussi d'interroger la fabrique de l'État béninois, à la fois dans ses dimensions matérielles (comment fonctionne ce segment de l'administration, comment travaillent ses bureaucrates d'interface ?) et symboliques (sur les relations entre public et privé, formel et informel notamment).
- 4 Les premières pages de l'introduction posent le cadre de l'enquête : le constat de l'éclatement des profils enseignants et de l'empilement des catégories (bien supérieures en nombre aux quatre corps officiels constitués par les instituteurs adjoints, les instituteurs, les conseillers pédagogiques et les inspecteurs). L'auteure revient ensuite sur l'optique de sa recherche, procède à un rapide état de la littérature scientifique relative aux enseignants et présente le matériau empirique : principalement des entretiens formels (n = 181) et informels, menés en majorité auprès d'enseignantes et enseignants³ en poste, retraités ou ayant quitté le secteur éducatif, ainsi qu'avec des parents d'élèves et des acteurs du système éducatif. L'auteure précise que les entretiens de type biographique menés avec les enseignants laissaient également une large place à l'observation, au domicile des enquêtés ou à l'école. L'enquête a été conduite en plusieurs lieux du pays (Parakou, Abomey-Calavi et Porto-Novo), mais s'est déployée de manière intensive dans la vaste commune de Banikoara, dans le nord du pays, choisie pour le nombre important d'enseignants qui y exercent, notamment dans des zones reculées, *a priori* difficiles d'accès pour les autorités hiérarchiques. Les archives nationales de Porto-Novo et Dakar ont également été consultées, de même que des documents juridiques et institutionnels et de la littérature grise. Il paraît enfin utile de préciser que l'auteure, au-delà du fait d'être une femme enquêtant dans un milieu essentiellement masculin, est elle-même béninoise, originaire du nord du pays, et que son propre père était enseignant, ce qui soulève des questions méthodologiques intéressantes, rapidement énoncées en fin d'introduction.
- 5 Le chapitre 1 s'attache à décrire le cadre institutionnel de l'enquête : le système éducatif béninois. Sont présentées, pêle-mêle, des données statistiques sur la population enseignante, des informations sur les modalités de recrutement des enseignants et l'évolution des dispositifs de formation depuis l'époque coloniale, des précisions sur leur répartition en corps... Si ces données sont assurément nécessaires, le lecteur peut néanmoins se sentir un peu perdu à la lecture : le chapitre manque d'unité et aurait pu être mieux organisé afin de gagner en cohérence.
- 6 Le chapitre 2 met en lumière le poids des mutations sociopolitiques, depuis l'époque coloniale, sur la construction du groupe professionnel des enseignants. Clarisse Tama montre comment, en un peu plus d'un siècle (découpé en six séquences qui recouvrent la période coloniale, les lendemains de l'indépendance, la réforme Grossetête-Dossou-Yovo, l'École nouvelle de Kérékou, le Renouveau démocratique de 1990 et la période des Nouveaux programmes d'études, depuis 1994), les figures et les rôles associés au métier d'enseignant ont évolué, en fonction des contextes politico-institutionnels et des objectifs donnés à l'éducation. C'est sous cet angle qu'elle analyse les dynamiques de dévalorisation/revalorisation de la figure de l'enseignant et de qualification/déqualification professionnelle. Ces processus contradictoires expliquent l'éclatement des statuts et la force des distinctions institutionnelles et hiérarchiques entre

enseignants : face à la figure de référence de l'enseignant fonctionnaire, léguée notamment par le pouvoir colonial, gravitent plusieurs catégories « satellites » (enseignants communautaires, communautaires reversés, mais aussi contractuels, enseignants du privé, enseignants suppléants recrutés par les directeurs...), nées du contournement des règles en matière de recrutement afin d'assurer le maintien du service scolaire malgré la pénurie enseignante. L'auteure veut montrer que la production de catégories subalternes ne constitue pas le seul reflet des politiques de libéralisation et de précarisation des années 1990, mais remonte en réalité à l'époque coloniale (notamment avec le statut d'enseignant moniteur), illustrant en ce sens les profondes permanences historiques mais aussi les ruptures qui ont jalonné l'histoire de ce groupe professionnel. Ce chapitre, très dense mais particulièrement intéressant, permet ainsi d'éclairer sous un nouveau jour certaines dynamiques actuelles, que l'on retrouve inmanquablement présentées comme des « enjeux », tant dans les rapports des institutions d'aide que dans les documents produits par l'administration béninoise et les discours des enseignants eux-mêmes : ainsi de la question de la « vocation » et des critiques à l'égard des enseignants « en transit » (p. 133), entrés dans le corps faute de mieux ; ainsi également de la question de la « qualification », alors que bon nombre d'enseignants, notamment parmi les plus jeunes, ne sont pas passés par une École normale d'instituteurs (ENI). Clarisse Tama montre très bien comment ces enjeux doivent être réinscrits dans une perspective historique plus longue : ils révèlent alors les effets de sédimentation des pratiques et des représentations des enseignants depuis l'époque coloniale autant qu'ils témoignent de la force du modèle — idéalisé — de l'enseignant fonctionnaire, supposément « motivé » et « qualifié ».

- 7 Les trois chapitres suivants prennent successivement pour objet des préoccupations majeures des enseignants béninois aujourd'hui : les questions du salaire, des affectations et du suivi de carrière. Tirant parti des analyses présentées ci-dessus, l'auteure montre comment la gestion de ces domaines procède tant des dispositifs institutionnels qui les encadrent que des pratiques des enseignants qui contribuent à les reconfigurer.
- 8 Le chapitre 3 commence par présenter les salaires, leur mode de calcul pour les différentes catégories d'enseignants et leur inconstance depuis l'époque coloniale, liée aux décisions politiques, aux moyens financiers des régimes successifs (la crise des années 1980 et les plans d'ajustement structurel ayant accéléré la prolétarianisation du métier) et aux revendications des enseignants, au moyen notamment des grèves encadrées par des syndicats toujours plus nombreux. Ces derniers partagent en effet l'image de l'enseignement comme un « sacerdoce » (p. 184), pour lequel le salaire est jugé trop faible au regard du rôle social fondamental qu'ils jouent dans la société. Ces frustrations, relatives toutefois et variant selon les individus et les catégories d'enseignants, expliqueraient l'investissement de nombre d'entre eux dans des stratégies multiples d'accroissement de leur salaire. La pluriactivité des enseignants béninois semble être la règle, même s'ils n'en ont pas le monopole, comme l'ont montré les travaux de socioanthropologie du travail. En effet, outre la réalisation d'activités adossées au fonctionnement local du service scolaire, qu'elles soient autorisées (par exemple la surveillance ou la correction des examens scolaires), interdites (le détournement d'une partie des frais de gestion des écoles ou des vivres des cantines) ou quelque part entre les deux (la « répétition » ou soutien scolaire ; la participation aux jurys des examens professionnels, qui donne droit à une compensation officielle et peut s'accompagner d'une enveloppe, bien moins officielle, donnée par le candidat), certains

s'engagent également dans des activités secondaires, comme le commerce, l'élevage, l'agriculture ou encore la politique. Ainsi que le note l'auteure (p. 187), on retrouve ici – quoique sous des formes différentes – les « stratégies de repositionnement » déjà évoquées par Jean-Hervé Jézéquel à propos des enseignants de l'époque coloniale, qui visaient à compenser leur sentiment d'insatisfaction professionnelle⁴. Dans tous les cas, si les enseignants sont déjà moqués pour la faiblesse de leur salaire (au regard d'autres corps comme ceux des douaniers par exemple, supposés bénéficier d'« à-côtés » avantageux), la pluriactivité semble ternir un peu plus leur image et participe du brouillage des frontières entre public et privé. Elle apparaît néanmoins comme une stratégie de maintien dans le corps et permet d'assurer, *in fine*, la continuité du service scolaire.

- 9 Le chapitre 4 se penche quant à lui sur la question des affectations et mutations, dans un contexte de pénurie enseignante (une constante depuis l'époque coloniale) et de fort déséquilibre en personnel au profit des secteurs urbanisés, et ce, malgré la mise en place de primes visant les zones plus défavorisées. Après avoir rappelé la teneur des textes réglementaires, Clarisse Tama s'emploie, durant tout le chapitre, à comprendre comment les décisions de mutation prises par les autorités administratives finissent par avoir valeur de proposition, dont l'enseignant décide de la suite à donner. L'auteure décrit d'abord les stratégies employées par les enseignants afin de contourner, au moyen des textes eux-mêmes, une décision d'affectation qui ne leur conviendrait pas. Surtout, elle montre que les agents des directions ministérielles et des services déconcentrés font eux-mêmes parfois preuve d'une gestion individualisée des affectations. En raison des rapports clientélistes qu'ils entretiennent avec les enseignants, mais aussi au regard de leurs propres parcours – souvent d'anciens enseignants ayant eux-mêmes éprouvé la difficulté du métier –, ces agents peuvent, dans leurs pratiques, contribuer au contournement des décisions d'affectation, ce qui illustre leur « identité-frontière » (p. 217). Ces constats posent la question de la diversification des priorités des représentants de l'administration : *in fine*, la gestion des personnes primerait sur les objectifs d'équilibre et d'équité dans la répartition du personnel dans les écoles. En rendant les textes plus « flexibles » et plus « humanisés » (p. 238), il s'agirait aussi, selon les agents administratifs, d'assurer la continuité du service scolaire, en limitant les frustrations ou le désinvestissement des enseignants.
- 10 Enfin, c'est à l'enjeu de la gestion de la carrière professionnelle (nomination, titularisation, avancement d'échelon, retraite, etc.) qu'est consacré le dernier chapitre, ainsi qu'aux rapports de pouvoir qui s'y jouent, alors que trois ministères sont impliqués dans son suivi et que l'informatisation est peu avancée. Malgré l'existence de textes clairs et de dispositifs spécifiques, le suivi des carrières apparaît comme une « affaire très personnelle » (p. 246) nécessitant, de la part des enseignants, la mise en place de diverses stratégies tributaires des ressources dont ils disposent (réseaux, ressources collectives, engagement personnel, formation universitaire, etc.). En retour, ces pratiques, qui alimentent la nucléarisation de l'administration, permettent à la fois d'accélérer et de bloquer le fonctionnement administratif ; elles affaiblissent également les possibilités d'une déconcentration de la gestion des enseignants, alors que la centralisation des dossiers implique, pour les agents administratifs qui en ont la charge, de nombreux avantages, matériels et financiers, issus justement de l'investissement des enseignants dans le suivi de leur carrière. Si la « lenteur administrative » (p. 245) qui en résulte est critiquée, elle peut néanmoins être utilisée comme une forme d'épargne informelle : le retard dans la délivrance de certains actes

administratifs se comptant parfois en années, les enseignants touchent alors les rappels financiers correspondant au montant des retards accumulés. L'auteure se penche ensuite sur la fluctuation dans les normes de reclassement appliquées. Ces « inconstances normatives » (p. 264), qui s'expliqueraient notamment par des mécanismes de contrôle des frontières internes au groupe professionnel, reflètent les enjeux de pouvoir qui traversent le corps enseignant. Elles conduisent finalement à des formes de nivellement par le bas et des sorties du métier qui vident le secteur de l'enseignement primaire de ses cadres.

- 11 Les deux dernières sections interrogent respectivement la place des sanctions – positives et négatives – dans les carrières et les dynamiques sous-jacentes à la « lenteur administrative ». Si le chapitre peut apparaître un peu désordonné, il tire toutefois sa cohérence dans la démonstration de ce que le mode de gestion des carrières participe de l'effritement du prestige de l'enseignant, en compliquant, par les retards ou les blocages, les possibilités d'ascension professionnelle.
- 12 Finalement, s'il aurait pu tirer profit d'une perspective plus comparatiste dans certaines analyses, et malgré des aspects formels moins travaillés, cet ouvrage constitue une contribution importante à l'étude des conditions enseignantes en Afrique de l'Ouest. L'auteure restitue finement la pluralité des références, des rationalités et des valeurs, historiquement sédimentées, qui fondent le groupe professionnel des enseignants béninois. Ses propositions stimulantes autour du flou des frontières du groupe ou de la diversité des acteurs impliqués dans la construction de son identité et de son image permettent de recomplexifier la « question enseignante » face aux lectures parfois homogénéisantes (et pathologisantes) des enseignants (ouest-)africains.

NOTES

1. L'expression « mangeurs de craies », utilisée par des enseignants burkinabè ayant servi à l'époque coloniale, fut reprise par Jean-Hervé Jézéquel dans ses travaux sur les enseignants diplômés de William-Ponty. Voir notamment J.-H. JÉZÉQUEL, « *Les mangeurs de craies* ». *Socio-histoire d'une catégorie lettrée à l'époque coloniale. Les instituteurs diplômés de l'École Normale William-Ponty*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2002.

2. Parmi les travaux publiés récemment, je renvoie à deux articles des *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs* (CRES) au sein d'un numéro dédié aux « conditions enseignantes » : E. BOTTA SOMPARÉ & A. SOMPARÉ, « La condition enseignante en Guinée : des stratégies de survie dans le champ scolaire et universitaire guinéen » ; A. ASSANE IGODOE, « Les enseignantes du primaire au Niger : agents de promotion de la scolarisation des filles ? », CRES, 17, 2018, pp. 21-45 et pp. 75-95.

3. Si j'utilise le genre masculin comme générique, je précise néanmoins ici qu'une partie des enquêtés étaient des femmes. Les problématiques liées au genre ne sont toutefois pas abordées dans l'ouvrage.

4. J.-H. JÉZÉQUEL, « Les enseignants comme élite politique en AOF (1930-1945). Des “meneurs de galopins” dans l’arène politique », *Cahiers d’Études africaines*, XLV (2), 178, 2005, pp. 519-543. Ces insatisfactions étaient notamment liées aux représentations sociales ambiguës de l’enseignant, qui, outre son image d’« évolué », pouvait aussi être perçu comme « un agent de l’oppression coloniale » et un « auxiliaire de second rang », notamment en zone rurale.

AUTEURS

PAULINE JARROUX

Institut des sciences sociales du politique (ISP), Université Paris Nanterre